

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

# INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT POI

Supplément à *Informations ouvrières* n°773



n° 773  
semaine du  
du 7 au 13  
septembre  
2023

## « Soyons toutes et tous le plus nombreux possible le 23 septembre ! »

Le 6 septembre, à Montmorency (Val-d'Oise), des centaines de militants étaient rassemblés devant la gendarmerie, pour soutenir le responsable confédéral de la CGT, Sébastien Menesplier (également dirigeant de la CGT Energie) qui y était convoqué pour des faits de grève de ses camarades durant le combat contre la réforme des retraites. Un rassemblement très combatif, où a résonné à plusieurs reprises le chant des Gilets jaunes, où il y avait en majorité des militants de la CGT, bien sûr, et aussi des militants et responsables de l'Union régionale FO d'Ile-de-France et de différents syndicats FO, des militants de Solidaires. Parmi toutes les interventions prononcées à ce rassemblement, nous reproduisons des extraits de celles de la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, et de la députée LFI, Aurélie Trouvé.



### ● Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT

«Aujourd'hui, ce n'est pas seulement Sébastien qui est convoqué au commissariat, c'est toute la CGT. Cette convocation s'accompagne d'un ruissellement de la répression organisée par le pouvoir. (...) La dernière fois que la CGT a été confrontée à une répression de la sorte, c'était dans les années 1950, (...) suite à la mobilisation des dockers notamment qui avaient refusé des chargements d'armes en direction d'Indochine. (...) Pourquoi le gouvernement fait cela ? C'est parce qu'ils n'ont jamais été aussi fragilisés et aussi minoritaires (...). Leur seul moyen de continuer leur politique violente, c'est de multiplier la répression syndicale (...), [qui] s'accompagne aussi d'une vague de lois liberticides. (...) Le gouvernement, par sa politique violente, veut nous voler deux ans de vie, mettre à bas le statut particulier des mineurs et des énergéticiens, un statut pionnier issu de la Résistance et de la Deuxième guerre mondiale. Et on s'étonne que, face au passage en force, on résiste ? (...) Les conflits sociaux ne se règlent pas devant les tribunaux. La révolte des banlieues ne se règle pas devant les tri-

bunaux, car nous assistons à la même chose (*applaudissements*). On mate la révolte des banlieues avec une répression inédite, avec aujourd'hui plus de 600 mineurs qui sont derrière les barreaux avec de la prison ferme. (...) Nous ne nous laisserons pas faire. (...) Alors qu'ils veulent mettre en opposition celles et ceux qui se mobilisent sur la question sociale et celles et ceux qui se mobilisent dans les banlieues, celles et ceux qui se mobilisent sur les questions environnementales, ils nous rassemblent ! Nous allons nous retrouver le 23 septembre prochain avec de grandes marches dans tout le pays, notamment à Paris (*applaudissements et vivas*) contre la répression du mouvement syndical, la répression des jeunes des banlieues, la répression du mouvement environnemental. Nous allons nous retrouver le 13 octobre avec de grandes manifestations pour exiger le progrès social, la fin de l'austérité et l'augmentation des salaires. Leur objectif, c'est de faire peur face au pouvoir de l'argent. Ils sèment la peur, ils récolteront la colère. Ils veulent isoler, nous nous rassemblons ! » (*applaudissements*) ■

### ● Aurélie Trouvé, députée LFI

« Cette convocation [de Sébastien Menesplier], c'est la convocation de tous les militants de la CGT, de tous les militants associatifs, syndicaux, politiques, de toutes celles et tous ceux qui s'opposent aujourd'hui à la politique de ce gouvernement. Voilà pourquoi nous sommes aussi ici nombreux et nombreuses de la France Insoumise ; il y a des conseillers régionaux, des députés qui sont là. (...) Nous serons toujours à vos côtés contre la répression des mouvements sociaux. (...) Tout est lié : ce qui est en train de se passer, c'est une attaque sans précédent dans la V<sup>e</sup> République contre les libertés publiques. C'est toute la démocratie qui est attaquée. (...) Rappelons que tout ça [la réforme des retraites] a été imposé par un 49-3 contre la totalité des syndicats de salariés, contre l'immense

majorité des Françaises et des Français. (...) Plus il y aura d'opposition populaire, plus ils voudront nous faire taire, par leurs lois liberticides, par la restriction du droit de manifester et du droit de grève. Voilà contre quoi nous allons nous battre, tous ensemble. Et oui, il va falloir être solidaire entre mouvements. Ça veut dire être toutes et tous le plus nombreux possible le 23 septembre (*applaudissements et bravos*), contre les violences policières, contre le racisme, pour la justice sociale. Nous savons que tout ça est lié. Si nous voulons faire advenir une bifurcation écologique et sociale, alors il faudra aussi faire advenir une bifurcation démocratique et la VI<sup>e</sup> République. Oui, nous n'acceptons pas cette répression, nous n'acceptons pas l'étouffement de la démocratie ! » (*applaudissements et bravos*). ■

# Macron, pas touche à notre Ecole !

**D**ans son interview à l'hebdomadaire *Le Point* pour la rentrée, Macron déclare : « *L'école est devenue un sujet régalien. C'est dans les salles de classe que se murmure la France et que s'apprennent nos valeurs* », avance le chef de l'Etat, qui estime que, « *compte tenu des enjeux* », « *l'éducation fait partie du domaine réservé du président* ».

Tout est dit par le petit président des riches, doublé aujourd'hui au ministère de l'Education nationale, de son clone, Gabriel Attal. Il considère que l'Ecole appartiendrait à l'Etat. Non, l'Ecole n'est pas un sujet régalien. Les enseignants ne sont fonctionnaires depuis la Libération qu'en échange de la garantie par l'Etat de respecter leur liberté individuelle dans le cadre des programmes d'enseignement nationaux.

Les enseignants ne représentent ni la France ni des « valeurs ». Ils ne forment pas une « garde présidentielle ». Ils représentent seulement et uniquement le droit de chaque enfant, français ou non, au savoir, à la science, à la littérature, aux arts et aux techniques. Comme le disaient déjà les instituteurs syndicalistes en 1905, aucune majorité, forcément de circonstance, n'a le droit de définir le beau, le bien et encore moins le vrai que les professeurs ont pour mission d'enseigner. Pour les milieux financiers qui paraissent le président des « premiers de cordée », le seul intérêt de l'école, et encore, ce serait d'être le vivier d'une main-d'œuvre conformée à accepter la flexibilité, la sobriété malheureuse, se contentant des récompenses attribuées à ceux qui ne se révoltent pas.

## NI POLICIERS, NI JUGES

Les enseignants ne sont ni des policiers, ni des juges, ni des militaires, ni des prescripteurs vestimentaires. La formule historique de la démocratie, c'est la « laïcité de l'Ecole et de l'Etat », en séparant bien l'Ecole et l'Etat. La laïcité n'est pas une « valeur », ce n'est pas une façon de « vivre ensemble » obligatoire. C'est le contraire d'un totalitarisme d'Etat. C'est la loi de 1905 instituant la séparation de l'Etat et des églises. Un point, c'est tout.

Or, aujourd'hui, les professeurs sont obligés, je dis bien obligés, par l'Etat de participer à des « formations » chargées de leur faire ren-

trer dans le crâne qu'ils doivent obéir à une conception frauduleuse de la laïcité et que leur rôle d'enseignants est somme toute secondaire. Ils devraient, à leur tour, faire rentrer dans le crâne des élèves qu'il est normal que les patrons rentrent dans l'école, qu'il est normal que des milliards de fonds publics soient donnés à l'école catholique, qu'ils devraient se conformer à ce qui est décidé par sa majesté le président de la République, et que comme le disait le professeur Pangloss, « *tout est au mieux dans le meilleur des mondes possibles* »...

Or, l'instruction est un droit arraché par le peuple qui le revendiquait tant en 1789 qu'en 1871 et qui a obligé l'Etat à reconnaître qu'il avait le devoir de le lui assurer.

**Les enseignants ne sont ni des policiers, ni des juges, ni des militaires, ni des prescripteurs vestimentaires.**

Ce que voudrait Macron, c'est briser l'indépendance professionnelle des professeurs pour mieux assurer sa mainmise sur la jeunesse afin d'imposer école par école des programmes locaux qui ne seraient plus d'enseignement, mais d'adaptation aux besoins des groupes de pression, qu'ils soient politiques, religieux ou économiques.

Son clone au ministère a fixé le rythme de la mise au pas : les uniformes, « une, deux » ; le SNU, « une, deux » ; pas d'« abaya », « une, deux ». Honte à tous ceux qui se prétendent « républicains », « défenseurs de la laïcité », voire « de gauche » et qui apportent leur appui à cette tentative de mise au pas de la jeunesse et de dislocation des corps de professeurs de l'enseignement public.

## RÉSISTANCES

Les enseignants ont connu les pires périodes de l'histoire où la classe dominante voulait les prendre en otage pour stigmatiser des élèves, les exclure, les punir quand ce n'est pas les envoyer à la mort. A chaque fois, des noyaux de résistance s'appuyant sur celle de la classe laborieuse, ont défendu la civilisation contre le régime pourri qui n'offre plus à la jeunesse que la guerre, la misère pour la majorité et la déchéance morale pour les parvenus.

C'est pour cela que je manifesterai le 23 septembre prochain pour « Justice pour Nahel », et pour tous les Nahel qui à l'heure qu'il est, sont heureux de faire leur rentrée dans leur Ecole communale, accueillis par des enseignants dignes et indépendants.

François Chaintron ■

## EN CETTE RENTRÉE

● **1 500 postes sont supprimés**

● **3 000 postes n'ont pas été pourvus au concours**

« Il manque 975 enseignants dans l'académie de Créteil (Val-de-Marne). On peut aussi citer la Guyane où il en manque 124. Pour ce qui est du secondaire, c'est-à-dire le collège et le lycée, il manque des enseignants partout » analyse Franceinfo graphiques à l'appui le 4 septembre.

**A Reims, le 4 septembre**, des dizaines d'enseignants se rassemblent avec leurs organisations syndicales devant la direction académique de l'Education nationale pour porter leurs revendications « *lesquelles ont bien peu primé dans les médias par rapport à la polémique de l'abaya* » commente France 3 Champagne-Ardenne. Ils dénoncent le Pacte N'Diaye et des classes surchargées, 29 à 30 en collège.

**Au collège Claude Monet de Carrières-sous-Poissy (Yvelines)**, les enseignants sont en grève pour demander l'ouverture d'une quatrième classe de 6<sup>e</sup> car les effectifs dépassent les 30 élèves par classe ainsi que des moyens d'assistants d'éducation supplémentaires.

**Au collège Aristide Briand de Nantes**, « *quand les enseignants ont appris que certaines classes de 6<sup>e</sup> dépasseraient les 30 élèves, la colère est montée d'un cran* » rapporte Ouest-France. Ce lundi 4 septembre, les professeurs sont tous présents mais ne dispensent aucun cours.



**Abonnez-vous à  
INFORMATIONS  
OUVRIÈRES**

tribune libre de la lutte des classes

**IO** en ligne   
infos-ouvrieres.fr

